

Colloque

«Plan Nord, Plans Sud : mêmes menaces Mines et barrages hydroélectriques dans les Amériques»

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Salle SH-2800, pavillon Sherbrooke (200, rue Sherbrooke Ouest, métro Place-des-Arts)

PROGRAMME

Vendredi 26 mars

8h00-9h00 Inscription des participants

9h00-9h15 Mot d'ouverture :

Marie-Dominik Langlois, Comité pour les droits humains en Amérique latine

Gerardo Aiquel, L'Entraide missionnaire / Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine

9 H 15 : PANEL 1 - DÉCONSTRUIRE LE DÉVELOPPEMENT

Animation : Gerardo Aiquel, L'Entraide missionnaire / Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine

9h20-9h50 **Lucie Sauvé** (Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, UQAM), *Regards sur le développement durable: Stratégie, méprise ou «invasion barbare» ?*

9h50-10h20 **Dorval Brunelle** (Institut d'études internationales de Montréal, UQAM), *Libre-échange et approvisionnement stratégique*

10h20-10h30 **Alain Deneault**, (Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, UQAM / Collectif Ressources d'Afrique), commentaire critique

10h30-10h50 Période d'échange

11 H 00 : PANEL 2 - AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT AU SUD ET AU NORD

Animation : Ioana Radu, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG)

11h10-11h40 **Ghislain Picard** (Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador), *Communautés autochtones et mégaprojets de développement industriel au Québec*

11h40-12h00 **Abraham Rivera** (Centre de recherches économiques et politiques d'actions communautaires, CIEPAC), *Mégaprojets industriels et peuples autochtones en Amérique latine*

12h00-12h30 Période d'échange

12 H 45 - 13 H 50 : DÎNER-CAUSERIE

1. *Problèmes miniers au Québec: Comment les régler? Comment unir tous les QuébécoisEs face à ces enjeux? Et quels parallèles à faire avec les luttes à l'international?*, salle SH-2140

Animation : **Ugo Lapointe** (Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine!) et **Nicole Kirouac** (Comité de vigilance de Malartic)

2. *Barrages : mercure et destruction des écosystèmes, salle SH-3360*
Animation : **Daniel Green** (Société pour vaincre la pollution)
3. *Responsabilité sociale des entreprises : entre le discours et la réalité, salle SH-3540*
Animation : **Marie-Noëlle Roy** (Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM), **Juan Carlos Ruiz Guadalajara** (Front élargi d'opposition à la minière San Xavier (FAO), Mexique), **Leslie Ning** (Comité pour les droits humains en Amérique latine)

14 H 15 : PANEL 3 - IMPACTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX ET POPULATIONS LOCALES

Animation : Marie-Dominik Langlois, Comité pour les droits humains en Amérique latine

- | | |
|-------------|--|
| 14h15-14h35 | Eloy Cruz Gregorio (Conseil des peuples unis pour la défense du Rio Verde, COPUDEVER), <i>Témoignage d'une lutte pour la défense des ressources naturelles et la dignité: Paso de la Reina</i> |
| 14h35-14h55 | Nicole Kirouac (Comité de vigilance de Malartic), <i>Projet Osisko à Malartic : la plus grosse mine d'or à ciel ouvert au Canada. Malartic: ville revitalisée ou ville sacrifiée? Du rêve à la réalité!</i> |
| 14h55-15h15 | Gilbert Pilot , (Regroupement Nikan Innu et membre de la communauté de Mani-Utenam), <i>La Romaine : mégabarrage et droits territoriaux pour les Innus de la Côte-Nord du Québec</i> |
| 15h15-15h30 | Pause |
| 15h30-16h00 | Bernardo Belloso (Comité chrétien pour les déplacés au Salvador), <i>L'exploitation minière canadienne : une menace pour les droits humains au Salvador</i> |
| 16h00-16h20 | Blaise Pantel (Observatoire de droits citoyens et autochtones du Chili, Département de Sociologie et Science politique, Universidad Católica de Temuco), <i>commentaire critique</i> |
| 16h20-16h40 | Période d'échanges |

17h00-19h00 «5 à 7» libre au Bénélux (254, rue Sherbrooke Ouest)

19h00-21h00 Projection de documentaires
(Gratuit pour les participants au colloque, 5\$ pour le public)

- « *Tierra Sublevada: Oro Impuro* » de Fernando Pino Solanas, 92 min. Espagnol, sous-titré en anglais. En première nord-américaine, Salle SH-2800
- « *Tambogrande : Mangue, meurtre et mine* » de Ernesto Cabellos Damián et Stephanie Boyd, 85 min. (versión écourtée : des extraits seront présentés), 2007. Espagnol, sous-titré en français. Salle SH-3620
- « *Aguas abajo : el proyecto de la presa Paso de la Reina* » de Roberto Stefani, 28 min., 2009. Espagnol. Salle SH-3620

Samedi 27 mars

8h30-9h30 Inscription des participants

9 H 30 : PANEL 4 - IMPACTS DES MÉGAPROJETS : PERSPECTIVES LÉGISLATIVES?

Animation: Richard Renshaw, Comité pour la justice sociale

- | | |
|-------------|--|
| 9h40-10h00 | Denis Tougas (L'Entraide missionnaire), <i>Le projet de loi C-300 : un premier pas vers un contrôle des industries extractives canadiennes à l'étranger</i> |
| 10h00-10h20 | Juan Carlos Ruiz Guadalajara (Front élargi d'opposition à la Minera San Xavier), <i>New Gold et la destruction du patrimoine culturel au Mexique : la lutte juridique d'un village contre des bulldozers</i> |
| 10h20-10h40 | Pakesso Mukash (CerAmony), <i>Des communautés à voix multiples: le développement et le débat public</i> |
| 10h40-10h50 | Pause |
| 10h50-11h10 | Blaise Pantel (Observatoire de droits citoyens et autochtones du Chili, Département de Sociologie et Science politique, Universidad Católica de Temuco), <i>Les mégaprojets industriels dans les territoires autochtones au Chili : négation, exclusion et répression</i> |
| 11h10-11h30 | William Sacher (Collectif Ressources d'Afrique), <i>Au nord comme au sud : criminalisation des acteurs critiques</i> |
| 11h30-11h40 | Ugo Lapointe (Pour que le Québec ait meilleure mine), <i>commentaire critique</i> |
| 11h40-12h00 | Période d'échanges |

12 H 00 - 13 H 50 : DÎNER-CAUSERIE

1. *Comblent le fossé nature-culture : Savoir autochtone et biodiversité - le rôle clé de la diversité bioculturelle pour un futur durable!*, salle SH-3340
Animation : **Thora Martina Herrmann** (Chaire de Recherche du Canada en Ethnoécologie et Conservation de la Biodiversité, Université de Montréal)
2. *L'importance de s'unir pour une même lutte : un regroupement continental?*, SH-3360
Animation : **Abraham Rivera** (Centre de recherches économiques et politiques d'actions communautaires, CIEPAC), **Soniamara Maranhó** (Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil, MAB) et **Eloy Cruz Gregorio** (Conseil des peuples unis pour la défense du Río Verde, COPUDEVER).
3. *Assemblée générale du Tribunal permanent des peuples sur l'industrie extractive canadienne et Coalition sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine* avec **Gerardo Aiquel** (L'Entraide missionnaire), salle SH-3320

14 H 00 : PANEL 5 - MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE AU NORD ET AU SUD

Animation : Pierre-Paul St-Onge, Institut d'études internationales de Montréal, UQAM

- | | |
|-------------|--|
| 14h10-14h30 | Soniamara Maranhó (Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil, MAB), <i>L'énergie pour qui et pour quoi? Mines et barrages en Amérique latine</i> |
| 14h30-14h50 | Ulises García (Asociación Trópico Seco), <i>La consultation populaire comme outil de revendication pour les communautés affectées dans les Amériques</i> |

- 14h50-15h10 **Isabel Orellana, Marie-Eve Marleau, Rolando Labraña** (Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, UQAM), *Résistance sociale au projet minier Pascua Lama au Chili*
- 15h10-15h20 **William Sacher** (Collectif Ressources d'Afrique), Commentaire critique
- 15h20-15h50 Période d'échanges
- 15h50-16h00 Mot de clôture:
Marie-Dominik Langlois, Comité pour les droits humains en Amérique latine et **Gerardo Aiquel**, L'Entraide missionnaire / Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine

20 H : Soirée de clôture au Comité Social Centre-Sud (1710, rue Beaudry - Métro Beaudry)





L'Entraide missionnaire

Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine



Développement et Paix



RÉSUMÉS DE COMMUNICATION ET NOTES BIOGRAPHIQUES DES AUTEURS

(dans l'ordre de présentation lors de l'événement)

LUCIE SAUVÉ. *Regards sur le développement durable: stratégie, méprise ou «invasion barbare» ?* Comme toute construction sociale, le concept de développement durable a émergé d'un contexte historique particulier, il est porté par un certain air du temps, il s'installe au cœur de tensions, il devient une « chose » acquise. Le « développement durable » apparaît comme un projet salvateur, une bouée au cœur de cette crise de la sécurité qui caractérise actuellement nos sociétés. Son langage et sa vision du monde envahissent l'espace public, mais il semble que l'on confonde moyen, sens et finalité.

Lucie Sauvé est professeure titulaire au département d'éducation et pédagogie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, membre de l'Institut des sciences de l'environnement et de l'Institut Santé et Société de l'UQAM. Elle est chercheure associée au réseau DIALOG sur les questions autochtones.

DORVAL BRUNELLE. *Libre-échange et approvisionnement stratégique.* Une des innovations les plus litigieuses dans les accords de libre-échange négociés ces dernières années touche à la question de l'approvisionnement en ressources naturelles et, plus spécifiquement, aux engagements souscrits de part et d'autre afin de garantir un approvisionnement sécuritaire de certaines ressources rares. Ce genre de disposition a été négocié une première dans l'ALE entre le Canada et les EUA de 1989 (ch.6 sur l'énergie) et on le retrouve dans l'ALE signé entre le Chili et la Chine qui assure à celle-ci un accès à long terme à environ la moitié de la production de cuivre du premier. La présentation poursuivra deux objectifs, celui d'opérer un survol des principaux engagements de ce type souscrits par certains pays des Amériques et celui de cerner le rôle stratégique imparti aux accords de libre-échange dans un tel contexte en regard, en particulier, des principes défendus par l'OMC.

Dorval Brunelle est professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal à l'UQAM. Auteur de nombreux ouvrages, il s'est particulièrement intéressé au cours des dernières années aux accords de libre-échange dans les Amériques.

GHISLAIN PICARD. *Communautés autochtones et mégaprojets de développement industriel au Québec.* Les Premières Nations ne sont pas des interlocuteurs comme d'autres. Elles forment des peuples distincts qui détiennent des droits originaux (les tribunaux utilisent l'expression latine « sui generis ») et spécifiques sur les terres et les ressources. Ces droits ont fait l'objet d'une évolution constante au fil des ans. C'est dans ce contexte que l'on doit aborder toutes les questions qui concernent le développement du territoire, particulièrement de l'exploitation des ressources, au Nord comme au Sud de l'Amérique. La présentation se penche sur trois facteurs qui nous rapprochent de nos frères et sœurs d'Amérique du Sud et qui doivent être au cœur des réflexions que nous avons sur la participation des autochtones

dans les mégaprojets de développement; il s'agit : 1) du déséquilibre socioéconomique; 2) de la négation des droits ancestraux, et 3) de la faiblesse du processus de consultation.

Ghislain Picard est Innu de la communauté de Pessamit. Il a été responsable des communications et des relations avec les médias pour le Conseil Atikamekw Montagnais (CAM). Il a été responsable de la publication du périodique «Tepatshimuwin» destiné aux communautés atikamekw et innues, il a mis sur pied d'un réseau de radios communautaires au sein de sa nation. Il a été l'un des fondateurs de la Société de communication atikamekw et montagnaise (SOCAM) qui produit des émissions radiophoniques en langue autochtone. Vers le milieu des années 80, M. Picard a participé, au nom de la SOCAM, à une étude internationale pour l'UNESCO sur le rôle de la communication dans les communautés rurales. Au début des années 80, M. Picard a été président du Centre d'amitié autochtone de Québec. Après avoir occupé le poste de vice-président du CAM en 1989. Depuis 1992, il est Chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador en 1992. À ce titre, il a siégé sur le comité exécutif de l'Assemblée des Premières Nations au niveau national et a agi successivement comme porte-parole principal sur les dossiers de l'éducation, des langues autochtones, des affaires relatives à la santé ainsi que du dossier international. M. Picard a été reçu, le 28 octobre 2003, chevalier de l'Ordre national du Québec. Il a reçu l'insigne de Chevalier de la Légion d'Honneur des mains du Consul Général de France le 24 janvier 2005.

ABRAHAM RIVERA. Impacts des mégaprojets de « développement » capitaliste dans les communautés autochtones au Chiapas, Mexique. Cette présentation comporte comme axe principal : La défense de la terre et du territoire par les mouvements de résistances en réponse à la mise en œuvre de mégaprojets de « développement » comme les mines, les barrages, les projets de tourisme et l'étalement urbain de la part des entreprises multinationales, des gouvernements et organisations multilatérales.

Abraham Rivera a étudié la géologie à l'Université Autonome de Mexico et la psychologie sociale à l'Université Autonome Métropolitaine. Au sein du Centre de recherches économiques et politiques d'actions communautaires (CIEPAC), il accompagne les communautés autochtones du Chiapas dans le processus d'autonomie, d'éducation et de résistance. Il collabore avec les communautés autochtones dans l'accompagnement de processus communautaires, dans la recherche sur les impacts des mégaprojets économiques dans les communautés, donne des ateliers d'éducation populaire, communique avec quelques délégations internationales et apporte des éléments pour l'analyse contextuelle de l'équipe.

ELOY CRUZ GREGORIO. Témoignage d'une lutte pour la défense des ressources naturelles et la dignité: Paso de la Reina. Le 24 mars 2006, la Commission Fédérale d'Électricité (CFE) annonce officiellement la construction du barrage « Aprovechamiento Hidráulico de Usos Múltiples Paso de la Reina » avec un investissement de 600 millions de dollars. Le barrage devrait comporter un rideau de 195 mètres et inondera 3100 hectares dans 6 communautés et plus de 40 localités. Le Conseil de Peuples Unies en Défense du Rio Verde (COPUDEVER) a été créé suite aux irrégularités et aux violations de droits fondamentaux des populations. À travers ce Conseil, les communautés se sont organisées pour lutter pour leurs droits, défendre leur terre et les ressources naturelles. Le témoignage du COPUDEVER sera présenté à travers un de ses représentants.

Eloy Cruz Gregorio, représentant du Conseil des peuples unis pour la défense du Rio Verde (COPUDEVER), est né en 1960 dans l'État de Oaxaca, Ejido Paso de la Reina. Professeur d'école primaire, il est aussi militant social reconnu dans sa communauté et en dehors. Il participe et participe dans la lutte du syndicat Section XXII de l'état de Oaxaca.

NICOLE KIROUAC. *Projet Osisko à Malartic : la plus grosse mine d'or à ciel ouvert au Canada. Malartic : ville revitalisée ou ville sacrifiée? Du rêve à la réalité!* Malartic, ville minière de l'Abitibi, est née lors de la première ruée vers l'or des années 30. De 1935 à 1963, 6 mines d'or s'y installent à Malartic, qui passe de 200 à près de 8,000 habitants. À compter des années 70, la ville vit un fort déclin. Les mines ferment l'une après l'autre, commerces et services aussi, c'est l'exode des mineurs avec leurs familles. En 2005, arrive la compagnie Osisko dans un contexte de grande morosité économique et sociale - un adulte sur deux est sans emploi- La population est de 3,000 habitants. Osisko prévoit installer la plus grosse mine d'or à ciel ouvert au Canada. Elle envisage déplacer plus de 200 maisons, démolir une école, un C.P.E, un CHSLD, un HLM, une école convertie en centre communautaire. Mais aussi, elle compte créer huit cents emplois bien payés jusqu'à sa mise en production, plus de 400 emplois pendant ses 10 ans d'exploitation. Elle annonce la construction de nouvelles institutions ultramodernes, l'aménagement à ses frais d'un tout nouveau quartier, la distribution des cadeaux aux écoles, des subventions à tous les organismes communautaires de la ville et même de la région. C'est la grande séduction! Tout le monde n'est cependant pas séduit! Inquiets devant l'ampleur du projet, non informés de toutes les conséquences d'une mine d'une telle envergure, ignorants de leurs droits, un groupe de citoyens s'organisent. Ainsi, à l'été 2007 naît le Comité de vigilance de Malartic. À l'automne 2008, une étude d'impact de compagnie Osisko est déposée. Au printemps 2009 se tiennent des audiences publiques. À l'été 2009, un certificat d'autorisation d'exploitation est émis par le gouvernement du Québec. Le projet Canadian Malartic d'Osisko sera aussi, en milieu urbain, un trou de plus de 2 kilomètres de longueur, par 800 mètres de largeur et 400 mètres de profondeur, 25 millions de litre d'eau par jour, 120,000 tonnes de roches dynamitées par jour et 11 tonnes de cyanure et 30 tonnes de produits chimique nécessaires quotidiennement. Et beaucoup, beaucoup d'autres inquiétudes sur le pendant et l'après exploitation. Depuis septembre 2009, Malartic est envahie par un feu roulant de camion, des centaines de travailleurs s'activent à bâtir le complexe minier. Cependant d'autres voix discordantes de citoyens commencent à se faire entendre. Après deux ans et demi de mobilisation, le Comité de vigilance de Malartic dresse le bilan social, économique et environnemental du projet Osisko aujourd'hui et s'interroge sur celui de demain.

Nicole Kirouac est fille de mineur et malarticoise d'origine et de cœur. D'abord enseignante, par la suite animatrice pédagogique pour finalement s'orienter en droit et y poursuivre une carrière de plus de 22 ans devant les tribunaux. S'engager et se battre pour une plus grande justice sociale est la ligne directrice de son engagement personnel depuis plus de 40 ans. Personne-ressource pour le Comité de vigilance de Malartic depuis sa fondation à l'été 2007.

GILBERT PILOT. *La Romaine : mégabarrage et droits territoriaux pour les Innus de la Côte-Nord du Québec.* Le Plan Nord du gouvernement du Québec intervient dans un contexte où, après des années de négociation, de poursuites devant les tribunaux et de manifestations, la reconnaissance du titre aborigène sur le Nitassinan demeure un objet de litige qui n'a pas fait l'objet d'une entente globale entre la Nation Innue d'une part, et, d'autre part, les

gouvernements fédéral et québécois. Le défi qui se présente aujourd'hui est de sortir les relations entre la Nation Innu et les gouvernements fédéral et provincial de leur longue période de stagnation socio-politique, de les remettre sur le chemin d'un développement durable et au service d'une coopération basée sur la démocratie, la justice et l'équité. Cela présuppose que le Plan Nord du Gouvernement québécois doit traduire un cadre unique de planification du développement durable qui se réalise à travers un partenariat avec le Regroupement Nikan Innu et Gestion Nikan Innu inc. Le Regroupement Nikan Innu encourage la négociation d'un pacte socio-économique, qui vise la mise à niveau socio-économique des Innu et l'établissement d'un Observatoire sur l'environnement régional. Il privilégie l'approche développementale dans le cadre d'un développement humain durable.

Gilbert Pilot est membre Innu de la communauté de Mani-Utenam, porte parole du Regroupement Nikan Innu et Président de Gestion Nikan Innu inc. Il a eu des engagements auprès des Nations Unies, Green Peace, Audubon Society, Sierra Club, Eau Courant, E.N.D, Survival International, N.M.I.A, Innu Nation, Four Direction Council, A.R.C, WCC, Seven Generation Foundation, North American Rivers Association, O.L.P, A.N.C et la Naskapi Montagnais Innu Association. Il a été activiste dans le dossier de la Chasse au Caribou en 1979-1980, la Guerre du saumon dans les années 70 et 80, dans la campagne Internationale contre les vols à basse altitude au Labrador et au Québec avec Naskapi Montagnais Innu Association de 1980 à 1987, la campagne pour sauver la Rivière Moisie, Mishtashipu, contre Hydro-Québec, dans le cadre du projet SMIII. Il travaille actuellement dans le projet de création d'un Observatoire sur l'Environnement sur la Côte-Nord et dans la gestion des risques environnementaux et suivi environnemental, remédiation et restauration des sites miniers.

BERNARDO BELLOSO. *L'exploitation minière canadienne : une menace pour les droits humains au Salvador.* Cette présentation porte sur les impacts de l'exploitation minière au Salvador. Est-elle une opportunité ou une menace? En 2002, avec la mise en vigueur et l'exécution de l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale (ALÉAC, CAFTA) au Salvador, les entreprises minières ont un fort intérêt pour les ressources minières des terres salvadoriennes. Le Salvador est un des pays d'Amérique Latine des plus détériorés sur le plan environnemental : rivières contaminées par la concentration de métaux lourds, forêts détruites par l'implantation de mégaprojets industriels, indice élevé de maladies dans la population. La violation des droits humains se traduit par la répression, l'assassinat de leaders environnementaux de la part des entreprises minières et des poursuites de 200 millions de dollars par les entreprises minières devant le Centre international de règlement des différences relatives aux investissements (Centro de Internacional de Arreglos de Diferencias relativas a Inversiones-CIADI), en s'appuyant sur l'ALÉAC.

Bernardo Belloso est vice-président du Comité chrétien pour les déplacés au Salvador - CRIPDES (Association pour le développement du El Salvador), une organisation qui appuie les communautés rurales d'El Salvador. Il travaille depuis plusieurs années dans les campagnes anti-minières comme membre des Tables rondes nationales anti-minières. Il déploie des projets de sensibilisation, au niveau régional et national et des actions juridiques associées à des projets d'exploitation minière à El Salvador. Depuis 2009, il est représentant du Letelier-Moffitt Human Rights Award.

DENIS TOUGAS. *Le projet de loi C-300 : un premier pas vers un contrôle des industries extractives canadiennes à l'étranger.* La communication portera sur la Loi C-300. Qu'est ce

que cette loi soulève comme enjeu? Pourrait-elle être efficace pour exercer un contrôle sur les agissements des compagnies canadiennes à l'étranger? Comment cette loi pourrait contrôler les agissements de compagnies canadiennes accusées de violations de droits de la personne et de dommages environnementaux? Quel est l'enjeu au niveau canadien et comment cette loi s'insère dans le concert international des outils juridiques qui encadrent la responsabilité sociale des entreprises?

Denis Tougas est agent de projet et responsable des dossiers pour l'Afrique des grands Lacs à L'Entraide missionnaire. Il suit depuis plusieurs années l'évolution des investissements miniers canadiens au Congo et la situation des droits humains dans ce pays. Il est membre du Canadian Network on Corporate Accountability.

JUAN CARLOS RUIZ GUADALAJARA. *New Gold et la destruction du patrimoine culturel au Mexique : la lutte juridique d'un village contre des bulldozers.* Depuis quelques années, un combat inégal se livre entre la compagnie minière canadienne NewGold et les habitants de Cerro San Pedro. Les défenseurs du Cerro ont entrepris une dure bataille légale pour arrêter le projet de mine d'or qui détruira la ville historique de San Pedro et menace les nappes phréatiques de la région. Cinq jugements ont été favorables pour les défenseurs de l'environnement et du patrimoine de cette ville. Malgré cela, la compagnie continue de mener ses travaux de destruction en opérant la mine. Au mois de novembre dernier, dans un jugement sans précédent la compagnie était forcée de fermer la mine. Mais... les explosions continuent et les travaux n'arrêtent pas. Jusqu'où la justice peut mener ses activités impunément? Pourquoi cette situation continue? La lutte légale au Mexique est-elle possible ?

Juan Carlos Ruiz Guadalajara détient une licence en histoire de la UNAM, une maîtrise en histoire de « El Colegio de Michoacán », ainsi qu'un doctorat en sciences sociales du « Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social» (Centre de recherches et d'études supérieures en anthropologie sociale). Il est membre du Système national de chercheurs du Mexique et chercheur au sein du Programme d'études historiques de « El Colegio de San Luis », de même que membre et organisateur du Colectivo Azul, une des organisations qui composent le 'Frente Amplio Opositor a la Minera San Xavier (FAO)' à San Luis Potosi.

PAKESSO MUKASH. *Des communautés à voix multiples: le développement et le débat publique.* La Nation Crie a signé une entente de nation à nation, connue sous le nom de la Paix des Braves en 2002. Même si cette entente prévoit des retombées économiques considérables pour nous, elle a néanmoins été négociée avec peu d'apport des membres des communautés. De plus, pour que cette entente soit rentable au gouvernement provincial, les Cris ont du sacrifier une autre rivière, la rivière Rupert. Pour la jeune génération des Cris, ce sacrifice est toujours inacceptable dans un monde où la survie de futures générations repose sur la capacité de générations présentes à mieux concevoir le développement. Avec à peine trois rivières vierges dans le territoire Cris de la Baie James et l'inexistence d'un débat publique sur le concept du développement et du futur collectif de notre territoire, la sécurité et la survie de notre peuple et notre culture est menacée. Pour que le développement soit ancré dans la réalité des peuples, l'implantation des projets de grande envergure doit se faire dans l'esprit du consentement libre, préalable et éclairé.

Pakesso Mukash a passé ses premières années à Whapmagoostui, au Québec pratiquant ce que les petits garçons aiment, la chasse et la pêche. Quand ses parents ont

déménagé pour poursuivre leurs études, Pakesso s'est adapté à la vie sur la rive sud de Montréal. Avant de décider d'aller au Cégep, Pakesso rentre à Whapmagoostui où il a contribué à l'obtention d'un centre de jeunesse de \$ 1,7 millions. Il est l'un des deux membres de la bande CerAmony donnant la parole au nom de la jeunesse Crie. La musique l'a amené à de grands festivals et enfin au Canadian Aboriginal Music Awards.

BLAISE PANTEL. *Les mégaprojets industriels dans les territoires autochtones au Chili : négation, exclusion et répression.* Depuis les deux dernières décennies, le Chili n'a cessé de développer son industrie, particulièrement minière, forestière et hydroélectrique. L'exploitation des ressources naturelles et le développement économique du pays qui en résulte ne bénéficient qu'à un secteur réduit de la population. Le fameux modèle économique chilien a créé de nombreuses inégalités, marginalisant des secteurs entiers dont particulièrement les peuples autochtones. La base du système néolibéral chilien repose, entre autres, sur un modèle qui garantit la privatisation des ressources naturelles, c'est-à-dire le Code de l'Eau et le Code Minier, au niveau même de la Constitution du pays. L'eau et le sous-sol sont donc mis sur le marché à travers un système de droits de propriété qui favorisent l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles au détriment des populations locales et autochtones. Plus récemment, l'exploitation géothermique vient s'ajouter comme un nouveau mode d'utilisation des ressources naturelles. Du nord au sud du pays, les peuples autochtones qui vivent aujourd'hui sur le territoire national chilien, doivent faire face aux menaces que représente l'implémentation de ces mégaprojets industriels qui accaparent les ressources naturelles dans leurs territoires, ou qui les affectent directement, violant un certain nombre de droits reconnus à l'échelle internationale. La problématique de l'eau est un enjeu majeur puisque tous les projets industriels au Chili ont une relation étroite avec l'exploitation de ce bien si précieux. Par exemple, les peuples Aymara et Diaguita au nord du pays, le peuple Mapuche au sud, doivent faire face au développement croissant de ces industries que favorisent le modèle institutionnel chilien et par ce biais les grandes entreprises telles que Barrick Gold, Endesa, Celco et SN Power, entre autres. Face à ces menaces, les organisations autochtones et de la société civile tentent d'élaborer un certain nombre de stratégies de défense et de réclamations de leurs droits reconnus à l'échelle internationale. La réponse de l'Etat chilien face à ces mobilisations consiste principalement à coopter les secteurs d'opposition ou bien à criminaliser les acteurs en question, comme c'est le cas pour les Mapuche, à travers l'utilisation de lois spéciales comme la loi anti-terroriste. Malgré les recommandations de plusieurs organes des Nations Unies à ce sujet et ses obligations en matière de respect des droits de l'Homme et autochtones, le Chili continue sur la voie d'un développement sauvage, inégalitaire, créateur de richesses pour quelques-uns et de pauvreté pour beaucoup d'autres.

Blaise Pantel est coordinateur du Programme de droits autochtones de l'Observatoire Citoyen du Chili depuis 2008. Ces dernières années, a développé son travail de recherche sur la situation des droits des peuples autochtones et sur des problématiques liées à l'ethnicité. A travaillé en Norvège sur la situation du peuple Sami dans les années 1999 et 2000 puis a approfondi ses recherches au Chili sur la situation mapuche où il s'est incorporé dans l'équipe de l'Institut d'études Autochtones de l'Université de la Frontera (UFRO), en particulier dans les années 2002 à 2004. A suivi l'action des peuples autochtones au niveau international, en particulier au sein des Nations Unies, participant à de nombreuses instances internationales. En 2007, a intégré l'Observatoire des droits des peuples autochtones, aujourd'hui Observatoire Citoyen, développant notamment un travail de formation avec des leaders et des communautés mapuche à propos de leurs droits politiques, sociaux et culturels. Est titulaire d'une Maîtrise de

Sociologie et du Diplôme d'Études Approfondies (DEA) de l'IPEALT, Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur l'Amérique Latine à Toulouse Le Mirail. A commencé un Doctorat dans ce même Institut tout en étant Moniteur de l'Enseignement Supérieur au Département de Sciences Sociales de l'Université Toulouse Le Mirail, en sociologie. Actuellement, est professeur au Département de Sociologie et de Science Politique, Faculté des Sciences Sociales et Juridiques, de l'Université Catholique de Temuco, au Chili.

WILLIAM SACHER. *Au nord comme au sud : criminalisation des acteurs critiques.* Avec les plans Puebla-Panamá, le projet d'IIRSA (Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine), ou encore le plan Nord au Québec, ou encore le barrage d'INGA en Afrique, les forêts équatoriale boréale sont le théâtre d'une tentative d'organisation et de rationalisation de leur espace, en vue d'une systématisation et d'une industrialisation de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Ces intégrations continentales, impulsée par les gouvernements du nord et les IFI profiteront en premier lieu aux sociétés transnationales minières, pétrolières, hydroélectrique, forestières, pharmaceutiques, ... et à leurs financiers. Dans le cadre de cette exploitation, on ne compte plus les abus en matière d'environnement et de violations de droits humains qui ont été commis de la part de société transnationales, en particulier canadiennes. Ces dernières font face à de multiples critiques à l'échelle internationale, et à des mouvements de résistance à leur activité, en particulier de la part des peuples autochtones. Mais, plutôt que les entreprises qui sont accusées des pires méfaits, il appert que ce sont les acteurs critiques qui font l'objet d'intimidation et de poursuites judiciaires, quand ils ne sont pas carrément victimes d'actes violents. Cette criminalisation, en instrumentalisant le judiciaire, permet la censure, la marginalisation, voire l'élimination des voix qui s'expriment à l'encontre de ces intérêts transnationaux. Dans la majorité des pays exploités, les cadres légaux tendent à favoriser massivement cette criminalisation. Quant au Canada, où les sociétés s'y enregistrent massivement sur ses marchés boursiers, il fait figure d'un véritable paradis judiciaire, où les entreprises du secteur extractif sont assurées de ne jamais être inquiétées par un tribunal.

William Sacher est co-auteur du livre Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique. Il est membre du collectif d'auteurs universitaires Ressources d'Afrique. Ingénieur hydrologue et hydraulicien, il détient également un doctorat en Mathématiques Appliquées aux sciences de l'atmosphère de l'université McGill.

SONIAMARA MARANHO. *L'Énergie pour QUOI et pour QUI? Barrages et mines en Amérique latine.* Pourquoi les choses sont comme elles sont ? Le MAB présentera sur la relation entre le modèle énergétique, les pratiques extractives et les intérêts des multinationales dans le monde et en Amérique latine en particulier. Qui décide ? Pourquoi ? Quel est le rôle des gouvernements ? Le MAB parlera de la situation des affectés et des efforts déployés pour changer le modèle énergétique et garantir que l'énergie et les ressources naturelles servent à la souveraineté des peuples et ne soient pas perçus comme de simples produits de consommation

Soniamara Maranhão, du Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) du Brésil, milite dans les mouvements sociaux ruraux du Brésil depuis l'âge de 16 ans. À 18 ans elle s'est jointe au MST (Mouvement des Sans Terre) et est restée pendant 8 ans dans les campements du MST avant de gagner 5 hectares de terre de la réforme agraire. Elle part ensuite pour l'état du Minas Gerais pour aider à construire le MAB dans cet

état où les barrages et l'extraction minière menacent et déplacent les populations locales. Soniamara milite au sein du MAB depuis 4 ans, tout en s'occupant de ses 5 hectares de terre dans l'état de Santa Catarina. Aujourd'hui Soniamara fait partie de la Direction Nationale du MAB, est responsable du secteur des droits humains à la Direction Nationale et fait partie du Collectif de Formation du MAB. Elle fait aussi partie du Collectif National des Femmes du MAB et du Collectif des Femmes de la Via Campesina.

ULISES GARCÍA. *La consultation populaire comme outil de revendication pour les communautés affectées dans les Amériques.* Comme partout en Amérique latine, durant les années 1990 le Pérou a été placé sous le signe des politiques de libéralisation et de privatisation ayant pour but d'attirer les investissements étrangers. L'industrie minière est alors considérée comme un des principaux instruments du développement économique du pays. En 1999, l'entreprise minière canadienne Manhattan Minerals Corporation obtient les droits d'exploitation pour des concessions d'or dans le district de Tambogrande (département de Piura), dans le nord du pays. La population de cette zone (70 000 habitants, environ 60 000 hectares) l'a transformée, depuis les années 1950, en un oasis au milieu du désert. Aujourd'hui, elle vit principalement de l'agriculture et ne compte pas abandonner ses terres et d'accepter la destruction de son milieu de vie. Par le biais du Front de défense de Tambogrande, les agriculteurs protestent massivement contre le projet minier. En février 2001, ils détruisent les campements de l'entreprise, puis, en juin 2002, ils organisent un référendum sur l'avenir du projet minier. La population rejette la mine avec 98% de voix. Le référendum de Tambogrande, qui aboutira au départ de l'entreprise minière, fera un cas d'école pour d'autres pays de la région et suscitera de l'espoir pour de nombreux mouvements d'opposition à l'industrie minière.

Ulises García est un activiste pour les droits humains du Pérou. Il est devenu un leader dans la communauté de Tambogrande, au Pérou et à travers l'Amérique latine après que son père ait été assassiné en 2001, alors que celui-ci dirigeait l'opposition citoyenne au mégaprojet minier de la compagnie canadienne Manhattan Minerals. Depuis la mort de son père, Ulises a pris le flambeau et continue la lutte aux mégaprojets dans son pays et ailleurs en Amérique latine pour défendre le droit à l'autodétermination et le droit de maintenir une agriculture de subsistance.

ISABEL ORELLANA, MARIE-EVE MARLEAU et ROLANDO LABRAÑA. *Résistance sociale au projet minier Pascua Lama au Chili.* Depuis le dépôt réalisé en l'an 2000 de la première étude d'impact environnemental du mégaprojet minier à ciel ouvert Pascua Lama de la transnationale canadienne Barrick Gold Corporation, à la frontière entre le Chili et l'Argentine, un vaste processus de mobilisation sociale s'est mis en marche, par l'implication et l'engagement de divers acteurs sociaux. Ancré au cœur de la cordillère, à près de 4000 mètres d'altitude et affectant directement près de 95 000 personnes, d'un côté et de l'autre de la frontière, ce projet est mis en opération suite à la signature du Protocole complémentaire au Traité sur l'intégration et la complémentarité minière entre l'Argentine et le Chili, en 1997. Ce traité a ouvert grande la porte aux transnationales minières qui étaient maintenant multiples projets miniers tout au long de la Cordillère des Andes y compris dans une zone frontalière jusque là considérée comme souveraine. L'emblématique projet Pascua Lama, qui met en danger des écosystèmes de montagne, semi-désertiques et deux bassins versants, l'un du côté chilien, et l'autre, du côté argentin, au cœur d'une réserve de la Biosphère, a soulevé depuis une résistance sociale qui persiste à travers les années. Constituée de membres et d'organisations de communautés directement affectées, dont la communauté autochtone Diaguita, qui subit l'occupation d'une partie de son territoire par la mine, cette mobilisation est menée essentiellement

par des organisations d'église, des agriculteurs, des jeunes, des ONG's environnementales, de droits humains et autochtones. Diverses stratégies ont été mises en place, d'information, de sensibilisation et d'éducation populaire des populations, de négociation et de recherche pour mieux articuler la défense de leur droits. Des efforts ont également été réalisés pour résister aux pressions de divers ordre mis en place par l'entreprise. Les acteurs sociaux ont fait face à des problèmes de concertation, de cohésion, de polarisation et d'épuisement, entre autres et d'un manque criant de ressources en contraste aux moyens millionnaires déployés par l'entreprise. La mobilisation sociale de résistance aux mégaprojets miniers rencontre en effet, des défis d'une grande complexité, stratégiques, politiques, éducatifs, communautaires et autres, desquels dépend la lutte de défense des communautés affectées.

Isabel Orellana est professeure au Département d'éducation et pédagogie et chercheure associée à la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement (ERE) de l'Université du Québec à Montréal et au Réseau québécois d'échange sur les questions autochtones (DIALOG). Elle est membre de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine. Elle porte un intérêt particulier sur la place de l'éducation relative à l'environnement au sein des processus sociaux de résistance aux transnationales minières et aussi, à la contribution de la stratégie de communauté d'apprentissage en ERE aux processus d'émancipation et de changement socio-environnementaux. Elle est chercheure responsable et cochercheure dans plusieurs projets de recherche dans ces domaines, impliquant le Chili, la Bolivie, Cuba et le Québec.

Marie-Eve Marleau poursuit présentement des études au Programme de maîtrise en éducation à l'Université du Québec à Montréal. Son projet de recherche en éducation relative à l'environnement porte sur le processus de prise de conscience et d'agir environnemental. Elle œuvre en tant qu'assistante de recherche au sein des projets dirigés par Isabel Orellana. Elle s'implique également au sein de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique Latine.

Rolando Labraña détient une Maîtrise en Études de l'environnement de l'Université de Moncton. Sa recherche a porté sur la gestion communautaire de l'eau, plus spécifiquement en Amazonie bolivienne. Il détient un baccalauréat en biologie marine (Universidad de Valparaíso, Chili) et est diplômé du Programme d'études supérieures en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est assistant de recherche auprès d'Isabel Orellana et membre du Groupe de travail Non à Pascua Lama-Montréal et de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine.

DANIEL GREEN. Barrages : mercure et destruction des écosystèmes. Petits ou gros barrages produisent des effets prédictibles, souvent camouflés par les autorités. D'abord, les inondations des réservoirs produisent une forte et irrémédiable contamination au mercure qui rend toute consommation de poisson dangereuse et contamine la chaîne de poissons, faune et oiseaux. De plus, les sédiments et matière organique emprisonnés derrière les barrages contribuent à l'érosion des zones côtières et à une asphyxie alimentaire pour les espèces vivantes en aval des barrages, affectant directement les pêcheries commerciales et de subsistances des populations.

Questions à débattre:

- La contamination du poisson par le mercure va-t-elle modifier le régime alimentaire des Premières Nations?
- Qu'est-ce que les autorités ont prévu pour remplacer la réduction des apports matière organique aux rivières harnachées?
- Vos autorités vous ont-elles présentées des alternatives au développement hydroélectrique ? Éolien, solaire, etc.?

Daniel Green est responsable de la Société pour vaincre la pollution. Toxicologue et environnementaliste depuis près de 30 ans, Daniel Green est spécialiste de plusieurs types de contamination (HAP, BPC, mercure). Depuis plusieurs années, il a documenté les contaminations au mercure causées par les barrages hydroélectriques et a combattu le détournement de la Rivière Rupert et le barrage de La Romaine, au Québec. Depuis près de 40 ans, la SVP effectue des recherches sur diverses contaminations et s'active à les faire cesser ou nettoyer. La SVP a à son actif plusieurs combats et victoires, dont celle de la barge Irving Whale, en 1996, et contre Hydro-Québec en 2002 dans un cas de déversement de BPC.

MARIE-NOËLLE ROY. Responsabilité sociale des entreprises : entre le discours et la réalité. Lors de ce dîner-causerie, seront présentés les résultats du rapport de recherche de la CQCAM intitulé « Les entreprises ont-elles le souci de l'approvisionnement responsable au Québec? » et la grille d'évaluation utilisée dans le cadre de celle-ci. Suivra alors une brève présentation de la politique de responsabilité sociale de l'entreprise minière canadienne, New Gold Inc, qui sera faite en utilisant certains éléments de la grille établie par la CQCAM. Ensuite, Dr. Juan Carlos Ruiz Guadalajara, représentant du Front élargi d'opposition à la mine San Xavier (FAO), parlera de son expérience sur le terrain avec cette même compagnie, entamant donc la discussion de ce dîner-causerie sur la responsabilité sociale des entreprises et l'écart que l'on voit trop souvent entre le discours et la réalité.

Marie-Noëlle Roy est coordonnatrice de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) et chargée de projet au Centre international de solidarité ouvrière (CISO) / www.ciso.qc.ca/?page_id=23 / ateliers@ciso.qc.ca. Anthropologue de formation, Marie-Noëlle Roy a oeuvré pendant plusieurs années dans le domaine du commerce équitable. Elle a notamment travaillé au Mexique où elle a appuyé les processus d'exportation de diverses coopératives équitables. Au Québec, elle s'est jointe à l'équipe du CISO où elle coordonne la CQCAM et ses campagnes en faveur de la responsabilité sociale des organisations.

Juan Carlos Ruiz Guadalajara est docteur en Sciences Sociales, Chercheur au Colegio de San Luis au Mexique. Membre du Front élargi d'opposition (FAO), il lutte contre la

destruction du Cerro San Pedro et de la ville historique de San Luis de Potosi par la compagnie minière San Xavier, filiale de la canadienne NewGold.

Leslie Ning travaille au Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) en tant que chargée de projet du dossier Exploitation minière et droits humains depuis novembre 2009. Elle détient un baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM, où elle a d'ailleurs participé à la Clinique internationale des droits humains de l'UQAM (CIDDHU). Leslie est également membre de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine et de l'équipe organisatrice du Tribunal permanent des peuples sur l'industrie extractive canadienne.

THORA MARTINA HERRMANN. *Comblant le fossé nature-culture : savoir autochtone et biodiversité. Le rôle clé de la biodiversité pour un futur durable.* Les peuples autochtones ont une intime compréhension de leur environnement. Ils savent exploiter de multiples façons de nombreuses espèces animales et végétales, qu'ils transforment en produits alimentaires, en médicaments ou en colorants, ils ont développé de techniques culturelles pour un grand nombre de plantes utiles. Ce savoir et savoir-faire autochtone accumulé au fil de l'histoire est la propriété collective des communautés et se transmet oralement de génération en générations, notamment sous forme de valeurs culturelles. La diversité culturelle, avec sa richesse en savoir, savoir-faire, croyances, valeurs et formes d'organisation sociale, et la diversité biologique, sont étroitement liées et contribuent à la préservation de notre planète. Cependant, la mise en place efficace d'une approche bio-culturelle dans la conservation et le développement demeure un défi. Les Nations Unies ont proclamé 2010 Année internationale de la biodiversité afin de mettre davantage en valeur l'importance de la biodiversité et l'état préoccupant de la biodiversité dans le monde ainsi que des solutions permettant d'y remédier. «La biodiversité, c'est la vie. La biodiversité, c'est notre vie», ainsi s'intitule le Leitmotif de cette Année internationale. Ce dîner-causerie se penche sur des questions liées à la diversité bioculturelle, avec une concentration spécifique sur les peuples autochtones. Le centre du débat reposera sur des exemples concrets des régions spécifiques et des analyses plus générales. Joignez ce dîner-causerie sur le savoir, les peuples autochtones, et la biodiversité, explorez le lien entre la diversité bioculturelle et un futur durable, partagez votre expérience et participez au débat et au dialogue pour développer des actions communes!

Thora Martina Herrmann est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Ethnoécologie et Conservation de la biodiversité, et professeure adjointe au Département de géographie de l'Université de Montréal. Elle a obtenu un doctorat en géographie culturelle de l'Université d'Oxford (Angleterre), et un DEA en Conservation de la biodiversité et développement durable de l'Université de Paris-Sorbonne (France). Elle a travaillé antérieurement au siège social des Nations Unies à New-York, à l'Agence allemande de développement (GTZ) et au siège social de l'Union européenne à Bruxelles sur des enjeux liés aux politiques de conservation de la biodiversité, au développement durable et à la coopération internationale.

ABRAHAM RIVERA, SONIAMARA MARANHO et ELOY CRUZ GREGORIO. *L'importance de s'unir pour une même lutte : un regroupement continental ?* Ce dîner-causerie portera sur l'importance de la Caravane solidaire du Comité pour les droits humains en Amérique latine pour unir les luttes du Québec, Canada, Brésil et Mexique et pour sensibiliser sur la manière

dont les entreprises multinationales traitent les êtres humains. La Caravane a permis de faire connaître ces différentes réalités qui sont les mêmes au Sud comme au Nord. La lutte ne peut se faire que si nous sommes unis, organisés et formés. Ce dîner-causerie expliquera aussi que les mégaprojets de développement ont des conséquences à long terme sur l'environnement, l'économie et les droits humains même si souvent la population ne connaît que les effets à courts terme. Nous donnerons alors de l'information sur :

- La situation du mégaprojet de barrage de Paso de la Reina au Mexique et ses conséquences sur l'environnement et les droits humains : 17000 personnes affectées directement.
- La situation des barrages au Brésil : 2000 barrages déjà construits, 1500 000 personnes affectées, 2000 barrages en plus de prévu.
- La situation au Chiapas (Mexique) avec le projet de barrage Itzantun qui inonderait 28 communautés et 5000 personnes.

Nous parlerons aussi des actions concrètes à prendre pour continuer la lutte ensemble.

Assemblée générale du Tribunal permanent des peuples sur l'industrie extractive canadienne et présentation de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique Latine. Le Tribunal permanent des peuples sur l'industrie extractive canadienne a comme but premier de mettre en place un lieu de convergence pour les diverses initiatives qui visent à dénoncer les abus de l'industrie extractive canadienne. Les principaux objectifs visés par ce Tribunal sont de sensibiliser le public québécois et canadien à cette problématique, de dénoncer publiquement les compagnies canadiennes trouvées responsables de violation des droits humains et environnementaux et de contribuer au débat sur la nécessité de rendre les sociétés extractives responsables des violations commises à l'étranger. Le Tribunal vise aussi à rassembler des défenseurs et défenseures des droits humains et de l'environnement opposés aux abus de l'industrie extractive canadienne, ici comme à l'étranger et déterminés à mettre sur pied cette initiative. C'est une initiative organisée par un groupe de citoyens engagés et aidés depuis peu par la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine, qui intègre l'initiative du TPP dans son plan d'action.

Le Tribunal permanent des peuples sur l'industrie extractive canadienne est un groupe de citoyens engagés qui, après être revenus du Forum social des Amériques en 2008, ont décidé de partir une initiative qu'ils jugeaient fondamentale et urgente- ils sont ici aujourd'hui pour présenter le projet d'un Tribunal permanent des peuples sur l'industrie extractive canadienne.

Gerardo Aiquel est agent de projet à l'organisme communautaire L'Entraide missionnaire. Il est coordonnateur de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique Latine et du Groupe de travail non à Pascua Lama-Montréal. Il a une longue trajectoire d'engagement social et communautaire dans le domaine de la justice sociale et de la coopération internationale autour de la défense de droits économiques sociaux et culturelles des communautés.

Ugo Lapointe est présentement l'un des porte-paroles de la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine!, un organisme bona fide mis sur pied en 2008 et qui représente aujourd'hui plus de 50 000 membres regroupés dans une quinzaine d'organismes. La mission principale de la Coalition est de promouvoir de meilleures pratiques sociales et environnementales dans le secteur minier au Québec.

Alain Deneault est postdoctorant à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie de l'UQAM. Il est auteur de Noir Canada, Pillage, corruption et criminalité en Afrique (Montréal, Écosociété, 2008) et de Offshore, Paradis fiscaux et souveraineté criminelle, (Montréal, Écosociété et Paris, La Fabrique, 2010).